

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

Le fruit d'un engagement en faveur de la biodiversité

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

NOMBREUX, au sein de l'opinion nationale, se posent encore la question de savoir pourquoi le "One Forest Summit" a décidé de poser ses valises dans leur pays. Ces dernières années, les experts internationaux se sont accordés sur la question : en matière de conduite des politiques environnementales axées sur la préservation de l'écosystème forestier, la communauté internationale estime que le Gabon est l'un des meilleurs élèves, sinon le premier en Afrique.

En diplomatie, le hasard n'existe pas. Les choses se font là où elles doivent se faire. La planète entière accourt aujourd'hui à Libreville parce qu'elle reconnaît le rôle central de ce pays dans la lutte en faveur de la conservation du Bassin forestier du Congo. Le choix du Gabon pour abriter cette rencontre de haut niveau ne peut être le fruit du hasard. Sa biodiversité est l'idéal type de ce dont le monde et ses décideurs ont besoin pour la préservation de la planète. Sa forêt qui couvre 23,5 millions d'hectares représente à elle seule 11 % de la forêt du Bassin du Congo. Pour préserver cette importante biodiversité, les efforts du Gabon sont réels. En 1993, sous feu Omar Bongo Ondimba, président de la République de l'époque, le pays promulgue sa première loi sur l'environnement. En 1996, une autre loi de protection de la biodiversité est votée à l'Assemblée nationale. La déforestation galopante pousse le gouvernement dès 2001 à mettre en œuvre un nouveau Code forestier pour freiner le phénomène. Celui-ci établit un calendrier imposé aux exploitants forestiers. Et consacre des aires protégées. Les résultats de cette politique sont visibles. La déforestation est maîtrisée en dessous de 0,08 %.

Six ans plus tard, en 2007, les parcs nationaux naissent et une structure dédiée à sa gestion, l'Agence nationale des parcs nationaux, voit le jour. En 2010, sous le président Ali Bongo Ondimba, l'exportation du bois

à l'état brut est interdite. Puis une nouvelle zone industrielle avec zéro pollution est mise en place.

Depuis sa création en 2010, la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok connaît un succès notable grâce à une évolution rapide. La ZERP offre des infrastructures de référence et une administration de proximité qui facilite toutes les démarches des opérateurs économiques. À ce jour,

la ZERP compte 96 entreprises impliquées dans le secteur du bois dont 82 en production. Ses exportations ne cessent de hisser le Gabon en bonne place parmi les exportateurs mondiaux de la feuille de placage. Le "One Forest Summit" va certainement donner un tonus supplémentaire aux efforts consentis par le Gabon dans la conservation des forêts et de la biodiversité.



Photo: DR/L'Union

Les pays du Bassin du Congo doivent industrialiser leurs filières bois afin de bâtir des économies diversifiées.

Protection de l'environnement : le leadership d'Ali Bongo Ondimba

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA tenue à Libreville, aujourd'hui et demain, du "One Forest Summit" illustre à suffisance le leadership du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le dérèglement climatique. Conscient de la nécessité de léguer aux générations futures une planète verte, saine et viable, il s'est érigé en porte-voix du continent en faisant du Gabon une vitrine à la hauteur de son engagement. Tant et si bien que notre pays est devenu, toutes proportions gardées, un véritable modèle pour de nombreuses nations.

En interdisant, dès son accession à la magistrature suprême,

l'exportation des grumes et en décidant quelques années plus tard la création de réserves marines, le numéro un gabonais a favorisé l'éclosion d'une économie forestière et d'une économie bleue plus dynamiques et génératrices d'emplois plus qualifiés. Avec à la clé, un environnement législatif adapté à cette vision. Laquelle lui avait valu, entre autres, en 2017, d'être porté par ses pairs à la tête du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSC). Il avait, à cette occasion, on s'en souvient, proposé la mise en place d'une stratégie climatique intégrée dans la politique de développement durable de l'Agenda climatique 2 063 "l'Afrique que nous voulons". Tout en appelant à l'établissement d'une stratégie de



Photo: DR

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, en novembre dernier, à Charm el-Cheikh, lors de la COP 27.

financement et de mobilisation des ressources afin de soutenir concrètement les initiatives africaines.

Plus près de nous, en novembre dernier, à Charm-el-Cheikh, lors de la 27e Conférence des

parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27), le président de la République avait réitéré la nécessité de passer de la phase de négociation à celle de la matérialisation des engagements pris à Paris, en 2015, par les pays du Nord envers ceux du Sud. En finançant, comme ils l'avaient promis, à hauteur de 100 milliards de dollars, les actions et autres initiatives visant à lutter contre le dérèglement climatique.

Quoi qu'il en soit, l'engagement du chef de l'État confère au Gabon, comme il l'avait souligné à l'ouverture de la COP 27, le rang "de pays au monde le plus carbone positif". Tant son taux de déforestation est très faible, il absorbe toujours plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

